Vincent Lemieux
Professeur, science politique, Université Laval
(1971)

“Les partis et leurs contradictions”.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Vincent Lemieux, "Les partis et leurs contradictions". Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Jean-Luc Migué, [Le Québec d'aujourd'hui. Regards d'universitaires](#), pp. 153-171. Montréal : Les Éditions Hurtubise HMH ltée, 1971, 251 pp.

M. Vincent Lemieux a été professeur de science politique de 1960 à 1992 au département de science politique de l'Université Laval. Maintenant à la retraite de l'enseignement.

[Autorisation formelle accordée au téléphone le 13 août 2004 par M. Vincent Lemieux et confirmée par écrit le 16 août 2004 de diffuser la totalité de ses œuvres : articles et livres. Un grand merci à Mme Suzie Robichaud, vice-doyenne à la recherche à l'Université du Québec à Chicoutimi pour ses démarches fructueuses auprès de M. Lemieux : Suzie_Robichaud@uqac.ca]

Courriel : vlemieux@sympatico.ca

liste des publications de M. Vincent Lemieux :

<http://www.pol.ulaval.ca/personnel/professeurs/vincent-lemieux.htm>

<http://www.pol.ulaval.ca/documents/publications/pubLemieux.pdf>

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 10 octobre 2004 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

1. [La simplicité des années 1944 - 1960](#)
2. [Les transformations des années soixante](#)
 - a) [Les contradictions du Parti Libéral](#)
 - b) [Les contradictions de l'Union Nationale](#)
3. [L'aube grise des années soixante-dix](#)
 - a) [La légitimité du système gouvernemental](#)
 - b) [Les carences des partis](#)

« Nous arrivâmes à cette conclusion que le communisme n'est pas un parti, car il veut tout; c'est vouloir agir comme on pense; c'est faire surgir dans les faits les contradictions qui sont inhérentes à toute pensée » ¹

ALAIN

[Retour à la table des matières](#)

Pour nous, la tâche irremplaçable des sciences sociales demeure de tirer au jour les contradictions et les conséquences imprévues de l'action humaine, où la conscience n'est jamais qu'une exception de l'inconscient.

Nous voudrions analyser dans cet essai les contradictions qui se sont produites et qui risquent de se produire entre les positions des partis du Québec et leurs résultats électoraux, ou plus généralement leur impact dans la société québécoise.

Nous inspirant de certaines théories de l'organisation, nous concevrons ici les organisations partisans comme des ensembles d'agents qui mobilisent ou allouent, aussi bien dans leur milieu interne que dans leur milieu externe, des ressources que l'analyse politique considère comme des moyens de pouvoir. Pour des fins de commodité, ces ressources seront divisées en quatre catégories : les ressources juridiques ou mieux « *jurales* », les ressources *matérielles*, les ressources *symboliques* et les ressources *informationnelles*.

¹ Extrait d'un texte inédit, publié dans les *Cahiers de la République*, 1956, no 1, page 6.

Par ressources *jurales*, nous entendons tous les droits, au sens large, dont dispose un agent. Par les obligations qu'elles comportent chez l'autre partie à la relation sociale, elles constituent des appuis ou des loyautés qui de façon quasi mécanique assurent le pouvoir de celui qui les possède. En ce sens l'appui donné par le vote à un candidat victorieux a un caractère jural puisqu'il lui confère un droit très général de représenter l'ensemble des électeurs de sa circonscription. Ce droit est de nature institutionnelle, mais d'autres droits existent dans la pratique, sans qu'ils soient nécessairement entérinés par des institutions « juridiques ». C'est le cas, par exemple, des multiples solidarités qui lient entre eux les membres d'une même famille, d'un même groupe de camarades, d'une même paroisse, d'un même parti, etc.

Les ressources *matérielles* n'exigent pas une longue présentation. Notons toutefois que du point de vue de l'analyse politique elles ne sont pas des moyens de pouvoir aussi automatiques que les droits. Si nous définissons le pouvoir comme la maîtrise et le contrôle de l'attribution des enjeux ² - la maîtrise renvoyant à sa propre action et le contrôle à celle de l'autre - les ressources matérielles assurent la maîtrise mais elles n'assurent le contrôle qu'à condition de s'accompagner de prestige, ou encore d'être utilisées comme des récompenses ou des punitions auprès de l'autre. Elles créent alors chez lui des obligations par lesquelles le matériel se convertit en jural, si l'on peut dire.

Le prestige, dont nous venons de parler, constitue ce que nous nommons ici les ressources *symboliques*. Sa caractéristique propre est de comporter des moyens de contrôle, mais pas nécessairement des moyens de maîtrise. On peut être prestigieux auprès d'un autre sans le savoir, et donc sans pouvoir conduire l'action qui permettrait d'attribuer les enjeux selon ses préférences, alors qu'un agent sait toujours qu'il dispose d'un droit - sans que ce droit doive nécessairement s'accompagner de prestige pour être efficace.

Enfin les connaissances forment une quatrième catégorie de ressources (les ressources *informationnelles*). Sans être des moyens directs de maîtrise ou de contrôle elles informent tous les autres moyens. De plus par les systèmes de représentations qu'elles constituent elles appartiennent à ce niveau supérieur de la réalité politique, qui est celui des « idéologies » et des « utopies » ³. C'est à ce niveau que se trouvent appuyés ou contestés les systèmes institutionnels ou pratiques d'attribution des enjeux ainsi que les appropriations de ressources qui les rendent possibles.

² Au sujet, voir Vincent Lemieux, « Le Jeu de la communication politique », *Revue Canadienne de Science Politique*, septembre 1970, pp. 359-375.

³ Cette distinction célèbre a été faite par K. Mannheim dans *Idéologie et utopie*, Paris, Librairie Marcel Rivière, 1956. [Cette œuvre est disponible, en version intégrale, dans la bibliothèque numérique, [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

À partir de ces quelques notions nous allons établir à grands traits trois états des relations plus ou moins contradictoires entre les positions des partis et leur impact électoral ou autre sur la société québécoise : l'époque qui va de la fin de la deuxième guerre mondiale à la fin des années cinquante; les années soixante; et ce qu'on peut prévoir actuellement (en cette triste fin d'octobre 1970) des prochaines années.

1. La simplicité des années 1944 - 1960

[Retour à la table des matières](#)

Les relations de l'Union Nationale avec les électeurs ont produit durant cette première période des résultats électoraux non contradictoires avec les objectifs principaux de ce parti, qui étaient justement de se maintenir au gouvernement grâce à une majorité suffisante de sièges.

L'Union Nationale, durant cette période, a toujours agi comme si le système gouvernemental du Québec devait refléter son système social, bien loin qu'il doive le transformer. D'où le caractère peu interventionniste de ce parti qui se traduit bien par la taille réduite des budgets gouvernementaux et la courte durée des sessions parlementaires.

Plus précisément l'Union Nationale renvoyait en quelque sorte à la société québécoise l'image de ses solidarités majoritaires, fondées sur des droits et des prestiges traditionnels, et que la prospérité économique ainsi que la pauvreté de la scolarisation et de l'information maintenaient tant bien que mal, malgré l'industrialisation et l'urbanisation de la société québécoise. Des études faites au niveau local ont montré que l'Union Nationale était durant cette période d'autant plus forte que la densité des liens de parenté et plus généralement l'intégration à la paroisse étaient grandes ⁴.

De façon plus active l'Union Nationale, par le jeu d'au moins quatre facteurs, a réussi à prolonger pendant longtemps un état de société tel que ces solidarités majoritaires dont nous avons parlé continuent de favoriser sa réélection.

⁴ Voir à ce sujet notre livre, *Politique et parenté*, à paraître aux Presses de l'Université Laval, en 1971.

Premièrement, elle est intervenue pour assurer aux groupes et au parti (le sien) qui incarnaient le mieux ces solidarités des droits qui leur permettent de maintenir leur emprise sur la situation. Elle n'a pas refait une carte électorale favorisant les ruraux qui, mieux que les urbains, préservait les solidarités traditionnelles et majoritaires. Elle a modifié la loi électorale à l'avantage du parti gouvernemental. Elle a restreint au possible les droits réels des syndicats, la principale force populaire qui contestait la répartition des ressources matérielles ou autres. Elle s'est bien gardée de porter atteinte aux privilèges de l'Église qui, avec la famille et les communautés locales, constituait le principal générateur des droits et obligations qui cimentaient les loyautés sociales.

Deuxièmement, elle a assuré au moyen du patronage la loyauté envers sa propre organisation, tout en pratiquant pour cela des modes de relations sociales qui étaient empruntés à ceux très personnels qui prévalaient dans les groupes familiaux, les groupes de voisinage, les petites communautés locales et paroissiales. Les liens de patronage avaient aussi pour effet d'assurer des ressources matérielles à des agents ou à des secteurs très démunis de la société. Par le caractère bien visible et très divisible des biens qui en faisaient l'objet (ponts, routes, écoles, pensions, etc.), le patronage illustrait les effets de la loyauté envers le parti. Il contribuait ainsi à l'alimenter ou à l'étendre à des secteurs adverses, envers qui les biens de patronage étaient utilisés comme des récompenses ou des punitions propres à les contrôler, c'est-à-dire à les rallier au parti gouvernemental.

Troisièmement le chef du parti, Maurice Duplessis, et ses députés au niveau des circonscriptions, provoquaient, par cette espèce de sociodrame qu'ils jouaient des solidarités majoritaires d'une société, l'identification symbolique qui donnait au système gouvernemental sa légitimité. Des trois types d'autorité qu'a distingués Weber⁵, seule une certaine autorité charismatique pouvait légitimer le système gouvernemental. Les traditions du système parlementaire n'étaient pas les nôtres, mais celles du conquérant, et sa rationalité démocratique impliquant le jeu du gouvernement et de l'opposition ne pouvait séduire une société dont toute l'organisation sociale rejetait le conflit. Restait alors l'identification aux « chefs » politiques qui avaient la vertu -pour ne pas dire le charisme - de faire en sorte que la société se donne en spectacle à elle-même.

Enfin l'idéologie autonomiste offrait aux classes instruites qui appuyaient l'Union Nationale un système élémentaire de connaissances qui légitimait, non pas tellement le système gouvernemental du Québec, mais ce qu'on pourrait appeler sa « solidarité adversative »⁶ avec celui d'Ottawa. Au nom de cet

⁵ Max Weber, *The Theory of Social and Economic Organization*, New York, Oxford University Press, 1947, p. 328.

⁶ Nous empruntons cette expression à Paul Mus qui l'utilisait dans son cours, au Collège de France.

autonomisme on ne manquait d'ailleurs pas de dévaloriser les solidarités centralisatrices et le parti provincial qui en recueillait les suffrages, le Parti Libéral.

On comprend que celui-ci n'en pouvait venir qu'à se définir, par opposition à l'Union Nationale, comme le parti des solidarités et des prestiges minoritaires au Québec ; ou encore comme le parti qui voulait briser certains droits traditionnels, garantis par l'Union Nationale, et qui empêchaient une pluralisation de la société, c'est-à-dire un plus fort appui au Parti Libéral. Les clientèles libérales se trouvaient en fait du côté des anglophones, des milieux les plus urbains et les plus évolués du Québec, des universitaires et de certains leaders syndicaux.

Les relations de l'Union Nationale avec les électeurs exigeaient une organisation relativement simple avec un chef et quelques autres rhétoriciens de l'autonomisme, des députés et quelques éminences grises qui s'occupaient des finances et de la propagande, et enfin des organisateurs qui travaillaient presque exclusivement à faire du patronage et des élections.

Si l'Union Nationale se présentait comme le parti des solidarités majoritaires au Québec et de la solidarité adversative avec le Parti Libéral fédéral, celui-ci représentait au niveau fédéral le groupe ethnique canadien-français, contre le Parti Conservateur qui, depuis 1917 en particulier, avait perdu presque toute son identification à ce groupe ethnique. On pouvait alors voter à la fois pour l'autonomie du Québec contre la centralisation fédérale, et pour le groupe ethnique canadien-français contre le groupe ethnique canadien-anglais. L'appui à l'Union Nationale avait un caractère constitutionnel et celui au Parti Libéral fédéral un caractère ethnique, les deux pouvant fort bien coexister tant que le fédéralisme lui-même n'était pas remis en question.

Il fallut rien de moins qu'un raz-de-marée électoral et le remplacement de Saint-Laurent par Pearson pour que le Québec donne 50 sièges sur 75 au Parti Conservateur, en 1958, avec l'appui fort efficace des moyens de pouvoir de l'Union Nationale.

Cet appui allait d'ailleurs être dysfonctionnel ou contradictoire eu égard aux objectifs électoraux provinciaux de l'Union Nationale. Avec l'élection du Parti Conservateur, l'Union Nationale perdait son point d'appui fédéral dans la relation de solidarité adversative qui l'unissait et l'opposait à la fois aux libéraux. De ce fait elle ne pouvait plus accuser le Parti Libéral provincial de faire le jeu des centralisateurs d'Ottawa.

De plus les morts successives de Duplessis et de Sauvé allaient porter à la tête du parti la personnalité peu charismatique de Barrette, qui contrastait avec

la fougue de Jean Lesage. Le charisme des chefs jouait dorénavant en faveur du Parti Libéral.

Mais le facteur le plus important de la défaite de l'Union Nationale, en 1960, tient probablement aux contradictions qui se sont produites entre la pratique du patronage et son impact électoral.

Tant qu'il ne s'était pas accompagné de corruption, ou de « graissage » évident, en faveur des grands patrons de l'Union Nationale, le patronage a eu les effets positifs que nous avons déjà signalés. Le « scandale du gaz naturel » et l'exploitation qu'on en a fait est venu désacraliser l'image d'un parti qui magnifiait dans son action politique les échanges personnels propres à la famille, au voisinage, à la communauté locale et à la paroisse. Un père qui boit sa paie plutôt que de nourrir ses enfants est un père indigne. Un curé qui se construit un trop gros presbytère avec les offrandes de ses fidèles est un curé discuté.

Plus précisément, dans les termes mêmes de nos analyses, c'est parce que le patronage de l'Union Nationale a trop alloué de ressources matérielles à quelques ministres et à quelques « amis du régime » que le prestige de l'Union Nationale et les obligations que les électeurs se reconnaissaient envers elle ont déchu, au point de provoquer, avec les autres facteurs déjà mentionnés, sa défaite électorale.

Dans nos recherches sur le terrain on nous a souvent dit : Duplessis, c'était un bon homme, mais à la fin, comme Taschereau, il y avait trop de corruption dans son entourage ...

2. Les transformations des années soixante

[Retour à la table des matières](#)

À la suite de la victoire des libéraux, en juin 1960, les relations du parti dominant avec la société se transforment. Il ne s'agit plus de perpétuer et de représenter à elle-même une société figée dans ses solidarités et dans ses prestiges traditionnels, mais de la réformer dans certains de ses secteurs, par le moteur de l'action gouvernementale.

La Commission Salvas et la lutte contre le patronage ont pour but de briser cet engrenage qui fait des hommes politiques des espèces de pères ou de

patrons supérieurs qui établissent avec les électeurs des liens « familiaux », à l'image de ceux de la famille et des autres communautés où se perpétuent les solidarités traditionnelles. La réforme de la loi de la fonction publique et de certains règlements vient appuyer cette entreprise, dans la mesure où elle restreint grandement les avantages et les postes qui peuvent être alloués par voie de patronage.

La réforme du code du travail et la possibilité du syndicalisme dans la fonction publique accroissent les ressources jurales institutionnelles et aussi les ressources matérielles des syndicats. Enfin les modifications apportées à la loi électorale (entre 1962 et 1966) égalisent les droits et les biens que les deux grands partis peuvent mettre en oeuvre dans l'action électorale.

Cette action, on le voit, n'a pas tellement pour effet de supprimer les solidarités traditionnelles, mais d'empêcher qu'elles se rééditent dans le jeu politique ou qu'elles empêchent la formation d'autres droits.

Toutefois l'action du Parti Libéral allait se manifester dans les domaines économiques et informationnels, bien plus que dans le domaine rural, ou encore dans le domaine symbolique. Par la création de certains organismes centraux de développement économique, par de premières préoccupations de développement régional, par l'insistance mise sur les autoroutes, aux dépens de la « voirie rurale », il proposait aux électeurs du Québec des biens plus indivisibles que ceux qui avaient été valorisés par l'Union Nationale. Par la réforme de l'éducation il entreprenait d'augmenter chez les jeunes du Québec le stock de ressources informationnelles de base.

Enfin le gouvernement Lesage adoptait face aux questions « constitutionnelles » des positions bien différentes de celles de l'Union Nationale. Il ne s'agissait plus tellement de protéger l'autonomie de la province de Québec contre la centralisation d'Ottawa, mais de faire de l'État du Québec un moteur autonome de développement de la société, auquel le gouvernement d'Ottawa devait accorder les droits et les biens nécessaires à ce qu'il avait décidé d'entreprendre.

Aux élections générales de 1962 une forte majorité d'électeurs du Québec allaient approuver les débuts de cette action, d'autant plus que des biens indivisibles mais bien visibles comme l'assurance-hospitalisation, des pensions augmentées, et des allocations aux parents d'adolescents fréquentant l'école, avaient été distribués aux électeurs sans augmentation sensible de taxes. Mais le Parti Libéral n'en reculait pas moins dans une dizaine de circonscriptions rurales, près de Québec, qui par leur peuplement ancien et leur évolution fort lente préservaient plus que d'autres les solidarités traditionnelles, tout en étant particulièrement touchées par une récession économique contre laquelle le gouvernement avait bien peu fait.

Aux élections fédérales de 1962, qui avaient précédé de quelques mois les élections provinciales, le Crédit Social avait connu beaucoup de succès dans ces mêmes régions, mais aussi dans des milieux plus urbains, hors de Montréal. À la stagnation économique s'ajoutait dans ces milieux une prise de conscience des écarts juraux et économiques, qui, dans le secteur public ou dans le secteur privé, étaient en train de se substituer aux solidarités jurales et aux égalités économiques traditionnelles, désormais dépassées. Les réformes libérales y étaient mieux acceptées, dans la mesure où elles annonçaient de nouvelles formes de solidarité et d'égalité.

Le projet libéral envers la société québécoise était un projet complexe dont l'idée directrice voulait une augmentation plutôt indivisible

des ressources jurales, économiques, symboliques et informationnelles au Québec, mais sans imposer ou prévoir de nouvelles répartitions de ces ressources dans la société.

L'organisation partisane des libéraux traduisait bien cette complexité. D'abord son organisation électorale, fort traditionnelle, était en grande partie indépendante de son organisation « gouvernementale ». À l'intérieur de celle-ci le groupe parlementaire, en particulier celui des ministres, allait peu à peu prendre ses distances envers la Fédération Libérale, vouée surtout à l'élaboration des représentations devant guider l'action du parti. Les définitions que les divers agents du parti donnaient des enjeux de l'action politique parcouraient à peu près tout l'éventail en ce domaine. On avait l'organisateur d'élections qui jouait à la politique pour faire du patronage ou pour gagner ; le notable local qui voyait dans son adhésion au parti un bon moyen d'augmenter son prestige; des avocats et des financiers qui, sans conviction, exerçaient dans le parti leurs talents; les aspirants candidats qui visaient un poste de député, avec les diverses ressources jurales, symboliques, matérielles ou même informationnelles qui y sont attachées ; mais aussi des réformistes pour qui l'enjeu était non pas personnel mais systémique, si l'on peut dire. Parmi eux toutefois certains valorisaient surtout l'augmentation très « libérale » des ressources dans la société québécoise, sans égard à leur répartition, tandis que d'autres se préoccupaient surtout de l'égalisation interne de ces ressources, ou encore de l'égalisation de celles sur lesquelles les gouvernements de Québec et d'Ottawa avaient autorité. Dans ce dernier sous-groupe, comme on allait le voir, les options constitutionnelles étaient elles-mêmes diverses.

b) Les contradictions du Parti Libéral

[Retour à la table des matières](#)

Il nous semble que c'est cette multiplicité sans hiérarchie des mesures prises par le gouvernement Lesage, ainsi que leur caractère trop peu divisible ou trop peu soucieux des phénomènes de répartition, qui a produit le recul des libéraux en 1966. Les effets de nuisance du R.I.N. et la timidité des libéraux à redécouper la carte électorale ont fait de ce recul statistique une défaite. On a là un autre bon exemple d'un parti dont les relations avec les électeurs ont été contradictoires avec ses résultats électoraux, parce qu'il a voulu trop de choses dont certaines ont eu des effets négatifs imprévus, destructeurs d'effets plus positifs.

Soit par exemple certains aspects de la réforme de l'éducation. La régionalisation de l'enseignement secondaire a entraîné la nécessité du transport des écoliers. Dans plusieurs cas ceux-ci faisaient d'assez longs parcours et ne pouvaient pas rentrer pour dîner. Plusieurs parents ont vu là des atteintes directes aux solidarités familiales et locales. On ne comprenait pas pourquoi chaque communauté locale ne pouvait pas continuer de donner l'enseignement secondaire et maintenir ainsi entre les élèves d'une même localité des liens de solidarité exclusifs. De plus, l'absence des enfants le midi et les fatigues accumulées par de longs transports sont apparues menaçantes pour les solidarités familiales elles-mêmes. Enfin les solidarités paroissiales, de nature religieuse, paraissaient elles aussi menacées par ces transports où les enfants, disait-on, s'en racontaient de toutes sortes et où les garçons et les filles se trouvaient ensemble. Ils l'ont paru encore plus par la déconfessionnalisation : les libéraux furent accusés de vouloir sortir les crucifix des écoles.

Dans les régions rurales en particulier ces définitions de la situation (en termes de ressources jurales qui lient les élèves aux milieux familiaux, locaux et paroissiaux) ont annulé les effets positifs de la réforme : gratuité scolaire (ressources économiques) et meilleure scolarisation (ressources informationnelles). D'autant plus que l'organisation électorale du parti n'avait pas les ressources informationnelles nécessaires pour faire valoir ces effets positifs. Pour beaucoup d'électeurs la réforme de l'éducation, comme d'autres mesures des libéraux, était l'affaire des technocrates qui planifiaient « en haut » sans tenir compte des aspirations des gens.

Sur le plan économique les libéraux devaient s'aliéner une bonne partie des travailleurs syndiqués et des travailleurs non syndiqués. Leur politique interventionniste et leur effort de rattrapage dans le secteur public allaient permettre aux forces syndicales organisées d'obtenir une redistribution des ressources économiques qui soit à leur avantage. Mais il est bien connu que le mouvement de rattrapage fait naître des aspirations qui sont difficilement satisfaites, même s'il se fait aux dépens de secteurs de la population qui n'ont pas l'organisation nécessaire pour déclencher un tel mouvement. Aussi bien dans le fonctionnarisme que dans le secteur de l'enseignement et des hôpitaux, des tensions ou des grèves allaient marquer les négociations du gouvernement et des syndicats, pendant que les cultivateurs, par exemple, étaient réduits à marcher sur Québec, et que les travailleurs non syndiqués, les chômeurs et les retraités n'avaient même pas les moyens de faire quelque pression que ce soit sur le gouvernement. Du point de vue strictement électoral, l'effort de rattrapage allait donc comporter cette étrange contradiction d'éloigner du Parti Libéral à la fois ceux en faveur de qui le rattrapage était commencé, et ceux qui voyaient leur situation relative empirée par la redistribution des ressources économiques.

La position constitutionnelle du parti comportait aussi une ambiguïté entre la conviction fédéraliste qu'on continuait d'exprimer officiellement, et la pratique des négociations qui à plusieurs égards semblait orientée vers un statut très particulier pour le Québec. On faisait comme si le Québec pouvait à peu près tout obtenir d'Ottawa, sans pour cela sortir de la fédération canadienne. L'Union Nationale avait alors beau jeu de se montrer encore plus extravagante sur ce plan, et le RIN de faire éclater l'ambiguïté en réclamant l'indépendance du Québec. Ces positions sont apparues plus attrayantes aux électeurs peu informés des mécanismes impliqués, que la laborieuse position du Parti Libéral. Comme on le sait cette équivoque allait être dissipée avec le départ de René Lévesque et de ses amis et par le retour, sous le leadership de Robert Bourassa, à une position nettement fédéraliste.

b) Les contradictions de l'Union Nationale

[Retour à la table des matières](#)

Quant à l'Union Nationale, que les élections de 1966 avait reportée au gouvernement, elle allait tenter d'établir avec les électeurs des relations qui pour une part étaient inspirées du régime Duplessis, et qui pour une autre traduisaient son hésitation devant une société qu'elle savait changée, mais envers laquelle elle n'avait pas de projet cohérent. Elle devait succomber au bout de quatre années aux nombreuses contradictions contenues en germe

dans ses positions. Une organisation partisane, qui ne s'était adjoint depuis 1960 que quelques spécialistes des relations publiques, a été impuissante à déceler ou à conjurer ces contradictions.

Malgré les obstacles institutionnels l'Union Nationale a d'abord tenté de s'assurer la loyauté des électeurs par la pratique du patronage. Mais le patronage qui demeurait possible, celui des architectes, ingénieurs, vendeurs, avocats, celui des postes supérieurs ou très inférieurs de la fonction publique, ne pouvait plus avoir la rentabilité électorale du « petit » patronage d'autrefois. Il est d'ailleurs probable que la pratique nécessairement restreinte de celui-ci a fait plus de mécontents que d'électeurs loyaux. Les organisations locales du Parti Libéral avaient connu cette même difficulté en 1966.

Au début et à la fin de son mandat de quatre ans l'Union Nationale a mis en oeuvre des mesures préparées sous le gouvernement précédent ou inspirées des techniciens de l'administration. On songe par exemple à la création des CEGEP, à celle des communautés urbaines de Montréal et de Québec, ou encore aux projets de loi 62 et 63 vivement contestés. Ces mesures se trouvaient affligées des mêmes caractéristiques qui avaient joué contre les libéraux : indivisibilité ou peu de visibilité dans l'immédiat des avantages qu'elles comportaient ; menace ressentie contre des ressources (la langue française, par exemple) fortement valorisées dans certains secteurs; caractère technocratique de leur préparation et de leur application.

Devant la plupart des problèmes socio-économiques qui affligeaient le Québec, l'Union Nationale adopta une attitude d'attentisme, prétendant qu'elle étudiait les dossiers, ou créant des commissions qui lui permettaient de gagner du temps. Cette attitude finit par créer l'image d'un gouvernement inefficace, qui ne savait pas quelles solutions apporter aux problèmes qui le confrontaient. Le ministre Masse obtint bien quelques succès de négociation dans le secteur public, mais pas plus que les libéraux l'Union Nationale ne parvint à séduire l'un ou l'autre des secteurs syndiqués ou non syndiqués des classes inférieures ou moyennes de la population.

Enfin sur le plan constitutionnel le parti revint, après la mort de Daniel Johnson, à une position à peu près semblable à celle de Duplessis. Se déclarant fédéraliste il s'employa bien plus à accuser Ottawa de centralisation qu'à trouver les moyens précis d'assurer l'autonomie du Québec. Cette position, qui devait se transformer au cours de la campagne électorale de 1970 en celle d'une échéance de quatre ans donnée au fédéralisme, allait éloigner de l'Union Nationale ceux qui préféraient la position nettement indépendantiste du Parti Québécois ou la position nettement fédéraliste du Parti Libéral.

On peut conclure qu'au cours des années soixante les contradictions se sont accumulées entre les relations que les partis gouvernementaux ont tenté

d'établir avec les électeurs, et le verdict de ceux-ci. Des actions ou des positions qui avaient sans doute pour but la réélection des gouvernements, en même temps que la réalisation de projets plus ou moins cohérents envers la société québécoise, ont eu des conséquences électorales contraires sans que les partis aient trouvé de solutions à ces contradictions.

Pour finir nous ferons un bref tableau de ce qu'est devenue la société politique québécoise, au début des années soixante-dix, après quoi nous proposerons notre vue personnelle des réformes politiques à accomplir et des positions actuelles des partis par rapport à ces réformes.

3. L'aube grise des années soixante-dix

[Retour à la table des matières](#)

Si l'on commence par les solidarités actuelles dans la société québécoise, c'est-à-dire par les droits et obligations qui lient entre eux différents sous-ensembles d'agents sociaux, il nous semble qu'à côté des solidarités traditionnelles (de la famille, des communautés locales et paroissiales et du groupe ethnique canadien-français) qui se sont relâchées, au moins quatre sortes de solidarités nouvelles se sont développées : les solidarités d'âge, les solidarités professionnelles, les solidarités régionales, et la solidarité « nationale ».

Les solidarités d'âge se manifestent surtout dans la jeunesse instruite du Québec. À cause de la scolarisation rapide qui s'est produite depuis le début des années soixante, c'est peut-être au Québec qu'à travers l'Occident le conflit des générations a le contenu culturel le plus marqué. Statistiquement, l'écart est en effet très grand entre le stock (et aussi la qualité) d'informations détenu par les jeunes et celui qui est détenu par leurs parents. Ces phénomènes renvoient aux ressources informationnelles dont nous traiterons plus loin.

L'accroissement des solidarités professionnelles, en plus d'être concomitant au déclin des solidarités traditionnelles, a évidemment été favorisé par la syndicalisation et par l'intervention du gouvernement dans de multiples secteurs. Pour se défendre ou profiter de cette intervention les professions concernées ont dû s'organiser davantage et faire appel à la solidarité de leurs membres. Le secteur de la médecine est le plus récent exemple du renforcement plus ou moins forcé de ces solidarités professionnelles.

Péniblement, les solidarités régionales se sont aussi développées contre les multiples « esprits de clocher » qui leur ont fait échec. Encore là l'action directe ou indirecte des gouvernements a parfois agi comme un catalyseur : on songe à l'expérience du BAEQ dans le Bas Saint-Laurent et la Gaspésie, à celle de TEVEQ dans le Saguenay-Lac-Saint-Jean, ou encore aux nouvelles communautés urbaines de Montréal et de Québec.

Enfin la montée de l'indépendantisme, d'abord dans des associations volontaires ou par de faibles partis, ensuite grâce au PQ, a éveillé une solidarité « québécoise », en opposition aux solidarités canadiennes ou canadiennes-françaises qui subsistent.

Quant aux ressources matérielles, elles ont, globalement, augmenté dans la société québécoise, mais non sans que leur répartition produise des écarts relatifs qui dans bien des cas sont plus grands qu'au début des années soixante. Voici d'ailleurs un tableau sur les revenus déclarés de certaines catégories d'occupations pour les années d'imposition 1960 et 1968.⁷

Ce tableau indique que l'écart absolu entre le revenu moyen des professions libérales et celui de toutes les autres catégories d'occupation s'est accru de 1960 à 1968. Par contre, la situation relative des employés provinciaux, des instituteurs et professeurs s'est nettement améliorée. Il en est de même des employés d'institution, même si leur revenu moyen est encore très inférieur à la moyenne provinciale. La situation relative des vendeurs et des employés d'entreprise ne s'est à peu près pas modifiée, tandis que trois catégories d'occupations ont nettement reculé : les propriétaires d'entreprise, qui demeurent toutefois au-dessus de la moyenne ; les cultivateurs qui passent d'un indice relatif de 107 à un indice relatif de 72; et les pensionnés qui tombent de 82 à 67. Notons que la catégorie des cultivateurs est la seule où se produit une baisse du revenu moyen, exprimé en chiffres absolus. De ce point de vue la progression relative des professions libérales (167) est à peu près la même que celle des instituteurs et professeurs (169), des employés d'institution (168), et des employés provinciaux (167). De toute évidence, ce sont ces quatre catégories d'occupations qui ont profité le plus de la « révolution tranquille », tandis que les propriétaires d'entreprises, les cultivateurs et les pensionnés en

⁷ Nous avons choisi l'année 1960 comme point de départ parce qu'elle marque le début de la « révolution tranquille ». Quant à l'année 1968, c'est la dernière sur laquelle nous avons actuellement des données. Dans l'interprétation des données il faut sans doute tenir compte du fait que 1960 et 1968 furent deux années de récession: le taux de chômage était de 9.1% en 1960 et de 6.5% en 1968. Il faut aussi noter que des catégories d'occupations, pour nous moins significatives, ont été exclues du tableau, afin de ne pas trop le charger. Ce sont : les employés fédéraux, les employés municipaux et les employés non classés ; les quelques pêcheurs; les porte-feuillistes et les propriétaires d'immeubles; ainsi que les occupations non classées. Le total global comprend toutefois ces catégories qui n'apparaissent pas dans le tableau.

faisaient les frais, avec une augmentation relative de leur revenu qui est bien inférieure à la moyenne provinciale de 136.

Tableau I
Revenus déclarés, au Québec, pour les années d'imposition 1960 et 1968.

Occupation	1960		1968		Revenu moyen 1968 / 1960
	Revenu moyen (\$)	indice par rapport à la moyenne globale	Revenu moyen (\$)	indice par rapport à la moyenne globale	
Professions libérales	11,208	269	18,748	332	167
Vendeurs	5,825	140	7,703	136	132
Propriétaires d'entreprises	5,545	133	6,427	114	116
Cultivateurs	4,473	107	4,092	72	91
Employés d'entreprises	3,944	95	5,482	97	139
Employés provinciaux	3,795	91	6,331	112	167
Instituteurs et professeurs	3,608	87	6,106	108	169
Pensionnés	3,400	82	3,757	67	110
Employés d'institutions	2,645	63	4,441	79	168
Total global	4,168	100	5,649	100	136

Source : Statistique fiscale, Ministère du Revenu National, Division de l'Impôt.

Ajoutons que le taux de chômage au Québec, qui avait diminué progressivement de 1961 (9.2%) à 1966 (4.7%), a remonté depuis, pour atteindre le taux de 6.5% en 1968, et des taux encore supérieurs en 1969 et en 1970.

Nous avons déjà signalé qu'avec le développement rapide de la scolarisation au Québec, l'écart était devenu considérable entre les classes relativement jeunes de la population (les moins de 25 ans en particulier) et les classes plus âgées. Par contre ces classes jeunes sont plutôt dépourvues des autres ressources politiques, qu'il s'agisse des ressources matérielles, des ressources « jurales », des ressources symboliques, ou encore de l'habileté ou de l'expérience dans l'utilisation de ces ressources. Il en résulte que pour beaucoup de jeunes étudiants cette ressource informationnelle qu'est l'« utopie », au sens de Mannheim, tient lieu de substitut aux ressources qui leur manquent. L'utopie a pour but, rappelons-le, de contester les systèmes sociaux existants. Plus précisément, de notre point de vue, elle conteste les institutions, les pratiques ou les normes selon lesquelles se fait l'attribution des enjeux au Québec, ainsi que la distribution des ressources qui en résulte. Aux mains d'une génération dont nous avons dit qu'elle était plus solidaire - contre les autres - que jadis, et qui s'est mise à la tâche de convaincre ses aimés (en particulier

les parents), cette arme du pauvre en ressources autres qu'informationnelles a certainement eu des effets destructeurs sur la légitimité des systèmes sociaux traditionnels.

La prolifération des télé-relations a aussi modifié au Québec comme ailleurs l'impact politique des ressources informationnelles. On a beaucoup disserté sur ce domaine, dont on voit encore mal quels sont les effets spécifiques. Nous voudrions en noter un qui nous semble avoir un rapport précis avec notre recherche. Comme l'a bien vu Georges Lavau⁸, les télé-relations ont contribué à présenter une image plus concrète et plus journalière de la vie politique. Par là, elles ont en quelque sorte démystifié les hommes politiques, qui autrefois n'étaient lus ou vus que périodiquement, au moment des campagnes électorales, avec des gestes et des discours qui n'étaient pas ceux de tous les jours. Par sa prolifération et sa variété cette information se laisse difficilement enfermer dans des vues idéologiques traditionnelles de la politique, mais elle est aussi bien souvent rebelle aux « utopies » nouvelles. Ni les unes ni les autres ne font le poids auprès des connaissances scientifiques qui ont toutefois le défaut de ne pas être intégrées dans un parti pris cohérent sur l'ensemble des secteurs de la société, et sur les hommes qui les animent.

Dans les pages qui précèdent, nous n'avons à peu près pas parlé des ressources symboliques. Ce sont sans doute les plus difficiles à établir et à mesurer. Toutefois, si l'on définit le prestige comme la capacité de provoquer chez les autres des attentes favorables à son action, on peut avancer que le rayonnement dans l'espace social et dans le temps des prestiges politiques a décru depuis dix ans. La pluralisation des solidarités et la prolifération des télé-relations ont sans doute contribué, avec d'autres facteurs, à menacer sans cesse les prestiges acquis et leur propagation dans la société. Le prestige politique de Jean Lesage a duré six ou sept ans, celui de Jean-Jacques Bertrand a eu la vie plus courte encore. Dans la mesure où il tient à l'accomplissement d'actions valorisées et aux identifications ou attentes qu'elles provoquent, le prestige des hommes politiques résiste mal à la multiplicité des fonctions et des tâches, parfois contradictoires entre elles, auxquelles ils doivent faire face.

⁸ Voir son étude, « Les Aspects socio-culturels de la dépolitisation », dans G. Vedel et autres, *La Dépolitisation*, Paris, A. Colin, 1962, pp. 167-207.

a) La légitimité du système gouvernemental

[Retour à la table des matières](#)

Cet affaiblissement du prestige est d'autant plus grave que, comme nous l'avons posé plus haut, la légitimité du système gouvernemental québécois semble avoir un fondement surtout charismatique. Il n'est pas étonnant qu'avec le prestige des hommes politiques la légitimité du système s'en soit allée, et ce dans des couches de plus en plus répandues de la population.

De toute façon, il est dangereux pour un système qu'on veut « démocratique » de reposer sur une légitimité qui soit davantage charismatique que rationnelle-légale, pour utiliser encore une fois les catégories de Max Weber. Dans l'état actuel du Québec, il nous semble que deux qualités principales d'un système renouvelé pourraient lui assurer cette légitimité rationnelle-légale qui lui fait tragiquement défaut : sa *transparence* à l'état des forces politiques, et sa logique spécifique qui en est une de *l'équivalence*.

Par la *transparence* du système gouvernemental nous entendons la suppression des effets déformateurs et des distances qui séparent les gouvernements des gouvernés. On peut distinguer ici, à l'intérieur du système gouvernemental, le système électoral et le système législatif, ou encore la sélection des gouvernants et la sélection des mesures gouvernementales.

La loi électorale devra être réformée afin d'assurer de façon stricte l'égalité des chances aux partis et aux électeurs. La carte électorale devra être refaite pour que le vote de chacun des électeurs ait à peu près le même poids. Le mode de scrutin devra être modifié afin que les partis obtiennent une proportion de sièges qui se rapproche davantage de leur proportion de votes. Les partis eux-mêmes devront devenir plus transparents aux appuis réels qu'ils ont dans la population. Ce n'est pas le lieu de discuter ici des aspects techniques de ces réformes. Il s'agit plutôt de rappeler avec force que si notre système électoral n'acquiert pas cette transparence, qui le fasse apparaître comme équitable aux yeux de tous les électeurs et de tous les partis, des hommes de plus en plus nombreux voudront agir par d'autres voies sur la sélection - ou la destitution - des gouvernants.

Il faudra aussi donner au système législatif une transparence qu'il a depuis longtemps perdue dans les jeux subtils de ce qu'un auteur américain a jadis appelé « la maison sans fenêtres » (le Parlement). Sans entrer là encore dans le

détail des réformes nécessaires nous voudrions seulement suggérer que le conseil des ministres et certaines commissions parlementaires se fassent *itinérants*. À l'exemple des commissions d'enquête, ils pourraient aller recueillir dans le territoire, et par des relations face-à-face, des informations et des avis sur le problème de la pauvreté, de la croissance régionale, de l'éducation, des loisirs, etc. Cela afin de reprendre des contacts que la vie parlementaire rend impossibles, et de montrer aux gens que les élus sont transparents à ceux qui les représentent.

Quant à la logique spécifique du système gouvernemental, elle réside pour nous dans *l'équivalence*. Elle doit être sans cesse élevée contre les logiques de la *prévalence* qui caractérisent la répartition sociale des ressources jurales, économiques, symboliques et informationnelles. Le bref tableau que nous avons fait de la répartition actuelle de ces ressources au Québec a indiqué que des groupes et des secteurs prévalaient sur d'autres. L'étude par région aurait révélé des écarts encore plus accusés. La logique spécifique du système gouvernemental consiste alors à réaliser des objectifs qui, d'un point de vue normatif, peuvent être caractérisés par la plus grande équivalence qu'ils produisent dans *l'ensemble* des ressources mises à la disposition des agents politiques. Car le pouvoir sur l'attribution des enjeux, qui est l'objet de l'analyse politique, tient le plus souvent à la possession d'un ensemble de ressources jurales, matérielles, symboliques et informationnelles, et non à l'une ou l'autre d'entre elles. C'est pourquoi nous distinguons *l'équivalence* de *l'égalisation*, laquelle renvoie à une quantité égale, ou de plus en plus égale, *d'une catégorie* de ressources.

De ce point de vue les distinctions que nous avons faites plus haut entre la valeur de maîtrise et de contrôle des quatre types de ressources prennent un sens précis. Par exemple, il ne suffit pas de donner à un agent politique de l'information pour assurer l'équivalence de son pouvoir avec celui qui dispose de ressources jurales, efficaces dans une situation donnée. Car l'information n'est qu'un attribut *indirect* de maîtrise et de contrôle, tandis qu'un droit est un attribut *direct* de maîtrise et de contrôle.

Cette rationalité de l'équivalence, qui doit être celle du système gouvernemental, ne peut se réaliser sans que le gouvernement se déprenne constamment des systèmes sociaux qu'il coordonne, et sans que des choix conscients et conjoncturels soient faits entre des options qui bien souvent sont contradictoires. Les deux principales contradictions résident sans doute entre l'augmentation de la quantité des ressources et l'équivalence dans leur répartition d'une part; la poursuite de cette équivalence et l'augmentation des écarts entre les gouvernants et les gouvernés d'autre part. Si elle n'est pas régularisée par le système gouvernemental l'augmentation des ressources risque en effet de s'accompagner d'écarts grandissants entre les agents politiques. Par contre, si le système gouvernemental opère une équivalence très poussée, il risque de

mettre en échec la croissance des ressources. Une stratégie possible peut alors consister à jouer les unes contre les autres diverses prévalences, car l'équivalence, encore une fois, ne veut pas nécessairement dire l'égalisation de la répartition de chacune des ressources. À ceux qui ont moins de biens on pourra donner plus de droits, à ceux qui ont moins de prestige, on pourra donner plus d'information. Quant à la contradiction entre une intervention très poussée du système gouvernemental et des écarts grandissants entre les gouvernants et les gouvernés, elle peut aussi être résolue par une stratégie consciente et voulue, où la norme serait la recherche de l'équivalence et non celle de l'interventionnisme en soi ou encore de l'égalisation simpliste. L'État jouerait ainsi le rôle d'un pondérateur. Son poids serait tantôt très lourd, et tantôt très léger, selon les exigences, dans une situation ou dans un secteur donné, de l'équivalence.

b) Les carences des partis

[Retour à la table des matières](#)

Aucun des quatre principaux partis provinciaux actuels du Québec nous semble défendre avec suffisamment de cohérence et d'à-propos cette conception du système gouvernemental, qui, bien sûr, est une conception normative à laquelle on peut opposer d'autres conceptions normatives.

Leur plus grande faiblesse se trouve sans doute du côté de la réforme du système législatif. Les idées neuves ne vont pas au-delà d'un présidentielisme importé ou de réformes superficielles du travail parlementaire. On ne voit pas très bien comment la réalisation de ces idées donnerait une plus grande transparence au système législatif.

Les idées sont plus précises du côté de la réforme du système électoral. Le Parti Québécois pour sa part a présenté un projet cohérent qui touche à l'ensemble du système, et où le seul point faible est peut-être la transformation du mode de scrutin en un régime mixte

dont on n'a pas suffisamment creusé les aspects techniques⁹. De plus, on peut se demander si ce régime n'a pas une complexité telle qu'il brouillerait

⁹ Ces aspects ont été étudiés dans l'ouvrage, *Le Système électoral québécois, Réforme ou réformette?*, publié par la Société Nationale des Québécois du centre du Québec (1970). À cause de contraintes techniques on a été amené à proposer une formule différente de

encore plus la transparence du système électoral. Quant au Parti Libéral, il n'a pu surmonter jusqu'à maintenant ses oppositions internes pour présenter clairement son propre projet. L'Union Nationale et le Ralliement Créditiste ne se préoccupent à peu près pas de la réforme du système électoral.

La volonté d'équivalence est encore plus obscure dans les quatre partis. L'Union Nationale manifeste à ce propos une hésitation dont elle devra sortir si elle ne veut pas disparaître de la scène politique. Déchirée entre la nostalgie d'un état de société où le système gouvernemental magnifiait les équivalences traditionnelles et dépassées de la société, et les réformes nécessaires pour construire des équivalences nouvelles au Québec, l'Union Nationale devra bientôt opter entre le passé et l'avenir. Sa conception plutôt passive du système gouvernemental ne l'entraîne guère à le voir comme un poids variable, dont l'action doit être commandée par la logique de l'équivalence.

Le Ralliement Créditiste a au moins le mérite d'avoir fait une option nette. Il vise une augmentation générale des ressources matérielles (par sa politique monétaire) qui n'enlève rien aux riches, mais qui augmente les ressources des pauvres. Les ressources informationnelles ne comptent pas beaucoup pour lui : dans la réforme de l'éducation, il voit plutôt l'affaiblissement des solidarités et des prestiges traditionnels qu'il veut maintenir, avec en plus des allocations de ressources matérielles qui permettraient plus d'équivalence. Comme on le voit, le Ralliement a une conscience assez claire de la logique de l'équivalence qui doit caractériser un système gouvernemental. On peut seulement lui reprocher de rêver d'une équivalence illusoire pour le Québec des prochaines années. À moins que les événements tragiques de l'automne 1970 inclinent une forte masse des électeurs vers cette recherche rassurante d'un ordre perdu ...

À l'exception des premières années de la décennie 1960, le Parti Libéral a toujours préféré l'augmentation globale des ressources, ou la croissance de certaines d'entre elles, trop négligées, à l'équivalence dans leur répartition. Il s'est aussi employé à étendre l'action du système gouvernemental, mais sans se soucier suffisamment des écarts qui étaient ainsi créés entre les gouvernants et les gouvernés. Sous Robert Bourassa, les préoccupations d'efficacité dominent, mais il s'agit bien plus de l'efficacité d'une entreprise comme les autres, que de la logique propre au système gouvernemental. Pour renouer avec cette logique, il faudrait que les libéraux retrouvent les priorités qui étaient les leurs au début des années soixante : soit l'équivalence grâce à la pondération de la prévalence, plutôt que la croissance pour elle-même avec correction de ses écarts les plus excessifs. À cette fin, ils devront d'abord, par la réforme du parti et de son financement, faire la preuve qu'ils sont libres de s'attaquer à

celle du P.Q., soit la moitié des députés élus au scrutin majoritaire, et l'autre moitié (et non le tiers) élus à la proportionnelle.

certaines prévalences sur lesquelles ils s'appuient, électoralement ou autrement.

Enfin, le Parti Québécois a jusqu'à maintenant donné la priorité au renforcement de l'État, par l'indépendance politique d'abord, mais ensuite par son rôle dynamique dans l'action sur toutes les ressources. Le programme du P.Q. veut tout faire, ce qui n'est pas une politique et encore moins un « parti », comme le rappelle Alain. Il y a aussi fort à craindre que le système gouvernemental voulu par le P.Q. soit encore plus lourd que celui du Parti Libéral, avec des traits technocratiques qui, comme on le sait maintenant, font obstacle à la réélection des gouvernants. Les choix du P.Q. devront donc être beaucoup mieux articulés, surtout si on fait l'hypothèse assez vraisemblable que l'indépendance politique s'accompagnerait, à moyen terme tout au moins, d'une concentration de ressources, pour un temps plus rares, aux mains des groupes les plus favorables à l'indépendance. Rien ne nous assure dans le programme actuel du P.Q. que le système gouvernemental contribuera à réduire ou à pondérer ces prévalences et qu'il n'en constituera pas de nouvelles, entre les bureaucraties omniprésentes et le peuple des gouvernés.

Ce qui manque le plus aux formations partisans actuelles, c'est un parti pris cohérent sur la logique propre du système gouvernemental, qui procède d'une analyse rigoureuse des forces en présence et d'une stratégie pour en augmenter l'équivalence - avant qu'on veuille construire pour cela l'État indépendant du P.Q., l'État efficace des libéraux, l'État familial de l'Union Nationale ou l'État monnayeur du Ralliement Créditiste. Dans cette entreprise urgente non seulement le social devra précéder le national - qu'on le place à Québec ou à Ottawa - mais la conscience claire de sa pluralité multiple et irréductible pourra seule montrer les voies où il faut construire, contre la tentation des solutions nationalistes ou étatistes, les équivalences qui font les sociétés politiques rationnelles.

Fin du texte